

Les crédits

je ne ferai pas de partisanerie politique». M^{me} Bégin, ce ministre libéral reconnu pour ses positions extrêmes en matière de santé, pour le maintien de l'universalité des services de santé au Canada, M^{me} Bégin, ex-ministre libéral dans le gouvernement de M. Trudeau a dit aux Canadiens: «Écoutez, ne vous inquiétez pas, arrêtez d'écouter les peurs que les Libéraux, mes anciens collègues, vous font; arrêtez d'écouter ces gens-là. Le gouvernement actuel impose des mesures de restrictions budgétaires, il est très certain, cela est clair, mais cela n'affectera aucunement le système national de soins de santé au pays». C'est ce que M^{me} Bégin a dit. Est-ce qu'on peut avoir quelqu'un d'autre de plus qualifié, de plus compétent du côté libéral que Monique Bégin alors qu'elle était ministre. Elle vient de nous dire, en dehors de la partisanerie, d'arrêter de faire peur au monde.

Monsieur le Président, je voudrais vous raconter d'autres expériences dans l'art de faire peur au monde que les Libéraux et les Néo-démocrates ont faites dans la circonscription de Saint-Maurice lors de la campagne électorale nous menant à l'élection du 21 novembre 1988.

À ce moment-là, le candidat du Nouveau parti démocratique et le candidat du Parti libéral du Canada se promenaient dans ma circonscription à Shawinigan, un peu partout, monsieur le Président, et ils entraient dans les clubs de l'âge d'or et leur disaient—et je m'en rappelle très bien, c'était écrit dans les journaux, monsieur le Président: «Si vous votez pour les Conservateurs, à la prochaine occasion, vous allez perdre complètement vos pensions de vieillesse au Canada». Les Libéraux et les Néo-démocrates, monsieur le Président, ont dit cela dans ma circonscription, ils ont dit cela dans la circonscription de Champlain, dans la circonscription de Trois-Rivières, dans la circonscription de Richelieu—Yamaska et dans l'ensemble des circonscriptions du coeur du Québec.

Et aujourd'hui, on veut encore faire peur aux personnes âgées qui sont un petit peu plus fragiles que l'ensemble des citoyens canadiens en leur disant: Surveillez les Conservateurs, ils vont abolir complètement le système de soins de santé au Canada.

Monsieur le Président, je voudrais dire aux citoyens âgés de ma circonscription que nous allons continuer, comme gouvernement, à avoir le respect pour l'héritage qu'ils ont bâti, ce pays qu'ils ont bâti de peine et de misère. Le Canada est mon pays, je l'ai toujours dit et je le dirai toujours, et les gens du troisième âge de ma circonscription peuvent avoir l'assurance que le gouvernement progressiste-conservateur du Canada continuera, pour très longtemps, à leur assurer une excellente qualité de soins au Canada. Nous allons continuer de faire notre travail dans ce domaine.

Toutefois, je dis à mes personnes âgées—et les députés de l'opposition devraient le considérer—nous avons un problème au Canada, dans toutes les provinces, qu'on soit au Québec, qu'on soit en Ontario, dans l'Ouest ou dans les Maritimes, qu'on soit séparatiste au Québec ou fédéraliste, c'est le même problème. Les personnes âgées, monsieur le Président, et vous le savez très bien, consomment beaucoup trop de médicaments. Il s'agit d'un problème de santé très important. Nous devons regarder cette surconsommation de médicaments du côté des personnes âgées afin de corriger ce problème social. Il y a toute une série de mesures qui peuvent être prises par les gouvernements des provinces.

Le gouvernement du Québec, les députés du Bloc québécois, monsieur le Président, je n'ai pas le droit de dire qu'ils ne sont pas présents dans cette Chambre, mais vous pourrez en conclure comme d'habitude de leur absence ici au Parlement fédéral. Monsieur le Président, les députés. . .

Le président suppléant (M. DeBlois): Je m'excuse de rappeler à l'honorable député qu'il y a une tradition dans cette Chambre de ne pas faire écho à l'absence. Il y a actuellement 30 comités parlementaires qui siègent au Parlement et les gens qui nous écoutent doivent savoir que les députés ont aussi beaucoup de travail à accomplir dans les comités. Je redonne la parole à l'honorable député de Saint-Maurice.

M. Pronovost: Je vous remercie beaucoup, monsieur le Président. Étant donné qu'on ne peut pas parler de l'absence ou de la présence de députés ici, je vous dirai que les députés du Bloc québécois qui sont ici à Ottawa n'ont même pas de secrétaires dans leurs bureaux. Et lorsqu'on leur téléphone, ce sont des *answering machines*, monsieur le Président, qui répondent dans les bureaux du Bloc québécois. Alors on pourra rassurer ces gens-là qui veulent venir défendre les intérêts du Québec à Ottawa, on pourra s'en reparler et on aura l'occasion probablement de s'en reparler de façon ultérieure.

Monsieur le Président, je voudrais conclure avec ceci. Ce qui est très important dans le débat actuel, c'est de dire aux citoyens canadiens que nous sommes dans une situation financière difficile, créée par les gouvernements précédents. Ce ne sera pas réglé en l'espace d'un an, deux ans, cinq ans, c'est impossible, une dette nationale comme celle que nous avons. Mais malgré les pressions qu'impose la dette nationale sur le budget du Canada, malgré ces pressions énormes, notre gouvernement est commis à maintenir les mêmes services de santé aux citoyennes et citoyens canadiens partout à travers le pays.

Ce qu'il faudra faire, monsieur le Président, et je voudrais inviter mes collègues libéraux, en particulier le député de Winnipeg-Nord, à réfléchir à cela, c'est une nouvelle allocation de ces fonds de façon à rendre le